

PROPOSITION DE VŒU

CONSEIL MUNICIPAL DE MONTREUIL DU 27 SEPTEMBRE 2012

Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG)
Les élus de Montreuil interpellent les parlementaires de Seine-Saint-Denis

François Hollande, candidat, s'est engagé devant les Français à renégocier le nouveau Traité pour la stabilité, la coopération et la gouvernance, dit aussi Pacte budgétaire, signé en mars dernier par Nicolas Sarkozy. Aujourd'hui le gouvernement présente pour ratification au Parlement ce même Traité, rigoureusement inchangé. Les très maigres mesures « pour la croissance » adoptées par le Conseil européen fin juin n'y changeront rien.

Le 1er mars 2012, 25 (sur 27) chefs d'État et de gouvernement ont signé un nouveau traité, le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de l'Union économique et monétaire (TSCG), qui devrait entrer en vigueur au début de l'année 2013.

Ce traité, dénommé «Pacte budgétaire», est présenté comme un remède à la crise par les gouvernements européens et la «Troïka» - la Commission européenne, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI). Sa recette est simple : l'austérité généralisée en Europe.

Nous aurions vécu au-dessus de nos moyens, et, désormais, pour «rassurer les marchés», il nous faudrait consentir à des mesures «douloureuses» : fermeture d'écoles, d'hôpitaux, suppression d'allocations sociales, remise en cause du droit du travail et «modération» des salaires...

Le nouveau traité comprend ainsi plusieurs outils pour contraindre durablement (et sans débat démocratique) les Etats à effectuer les réformes «nécessaires » : la «règle d'or», qui impose un quasi-équilibre budgétaire, ainsi qu'un arsenal punitif renforcé pour les pays «laxistes».

Le Pacte budgétaire dresse ainsi les contours d'une Europe technocratique qui écrase les peuples pour mieux rassurer les marchés. Le message est donc clair : pour réduire les déficits, il faut généraliser les «cures d'austérité» en Europe. Tant pis si les exemples grecs ou encore espagnols nous font pourtant la démonstration dramatique que ces orientations nous mènent dans le mur.

Ce Pacte budgétaire donne aux instances européennes des pouvoirs de sanction inédits contre les pays en difficulté et prive les parlements nationaux de leurs prérogatives démocratiques. Dans l'espoir de rassurer les créanciers et les spéculateurs, il impose aux États une austérité perpétuelle sans apporter aucun remède aux causes réelles de la crise : la concurrence effrénée au sein de la zone euro et la domination des marchés financiers. Ce Pacte va aggraver le chômage et bloquer toute amorce de transition écologique.

Si la construction européenne devait se poursuivre contre les intérêts et la volonté des peuples, elle n'y survivra pas, pas plus que la démocratie.

Dans leur diversité, les élus de Montreuil, en réponse à l'interpellation du Collectif pour L'Audit Citoyen de la Dette se prononcent publiquement contre le Pacte budgétaire et, par ce vœu adopté par le Conseil municipal du 27 septembre, demandent à leurs parlementaires séquano-dionysiens de voter, en leur nom, contre ce traité et de rouvrir le débat pour réorienter l'Europe.